



**QUARTIER GENERAL DU CORPS  
EUROPEEN**  
Quartier Aubert de Vincelles  
BP 70082  
67020 Strasbourg

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)**

**MARCHÉ PASSÉ EN PROCÉDURE ADAPTÉE**

(en application des articles L.2123-1, R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique)

**Acheteur public**

Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est  
Unité de Soutien d'Infrastructure de la Défense de Strasbourg-Haguenau-Colmar  
par contrat de service relatif aux modalités du soutien infrastructure du Quartier Général  
du Corps Européen

**Représentant du Pouvoir Adjudicateur**

QUARTIER GENERAL DU CORPS EUROPEEN  
Quartier Aubert de Vincelles  
BP 70082 – 67020 STRASBOURG

**Objet du marché**

N° Projet : **2024-USID02-30**  
**STRASBOURG (67) - Corps Européen - Quartier Aubert de Vincelles**  
**Bât 075 – Réaménagement de la cuisine – Remplacement de matériel de**  
**restauration collective**

**ANNEXES :**

- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la Défense ;
- Plans (4)

## **SOMMAIRE**

1 <sup>ère</sup> Partie - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES PARTICULIERES .....	4
ARTICLE 1: OBJET DU MARCHÉ .....	4
1.1 - Nature de la prestation.....	4
1.2 - Qualification et formalités du marché .....	4
1.3 - Durée du marché .....	4
1.4 – Type de prix.....	5
1.5 - Parties au contrat .....	5
1.6 - Modalités de commande .....	5
1.7 - Prestations intéressant les armées - Obligation de discrétion .....	5
1.8 - Développement durable .....	7
1.9 - Forme des notifications et informations.....	8
ARTICLE 2 : DOCUMENTS.....	8
2.1 - Documents applicables au marché .....	8
2.2 - Plans joints au marché.....	9
2.3 - Documents contractuels : .....	9
2.4 - Pièces à fournir par le titulaire du marché: .....	10
ARTICLE 3 : EXECUTION DES PRESTATIONS .....	11
3.1 - Conditions de livraison .....	11
3.2 - Comportement du personnel .....	11
ARTICLE 4 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS – ADMISSION – RECEPTION .....	11
4.1 - Opérations de vérification .....	11
4.2 - Décisions après vérifications.....	11
ARTICLE 5 : MODIFICATIONS .....	12
5-1. Clause de réexamen.....	12
5-2. Défaillance du mandataire du groupement.....	13
ARTICLE 6 : MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX - INDEXATION DES PRIX.....	13
6.1 - Modalités de détermination des prix .....	13
6.2 - Application de la TVA .....	13
6.3 - Indexation des prix .....	13
ARTICLE 7 : AVANCE .....	13
ARTICLE 8 : PAIEMENT – CESSIION ET NANTISSEMENT.....	14
8.1 - Facturation.....	14
8.2 - Délai global de paiement.....	15
8.3 - Intérêts moratoires.....	15
8.4 - Cession ou nantissement .....	15
ARTICLE 9 : ASSURANCES.....	15
ARTICLE 10 : MESURES DE PRÉVENTION .....	16
10.1 - Mesures de prévention .....	16
ARTICLE 11 : PÉNALITÉS – DIFFERENDS - RESILIATION .....	16
11.1 - Pénalités .....	16
11.2 - Règlement des différends .....	17
11.3 - Résiliation du marché.....	17
ARTICLE 12 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	17
ARTICLE 13 - MAINTENANCE ET SERVICE APRÈS-VENTE .....	18
13.1 - Garantie et engagements du titulaire.....	18
ARTICLE 14. CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC .....	18
ARTICLE 15 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	18
2 <sup>ème</sup> Partie - DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIERES.....	19
ARTICLE 16 - PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION .....	19
16.1 - Obligation du titulaire .....	19
16.2 - Reconnaissance de l'ouvrage.....	19

16.3 - Nature des équipements .....	19
16.4 – Transport, livraison et installation .....	20
16.5 – Formation des utilisateurs.....	20
16.6 – Zone de stockage .....	20
16.7 - Clôture de chantier .....	20
16.8 - Signalisation temporaire.....	20
16.9 - Accès au chantier .....	20
ARTICLE 17 - Spécifications techniques générales.....	20
17.1 – Vérifications des passages .....	20
17.2 – Approvisionnement du chantier .....	20
17.3 – Marques et qualités des matériels .....	21
17.4 – Assistance technique des fournisseurs.....	21
17.5 – Synthèse des besoins en fluides.....	21
ARTICLE 18 - Descriptif technique .....	22
18.1 – Zone légumerie .....	22
18.2 – Zone préparations chaudes .....	23
18.3 – Zone plonge batterie .....	25
18.4 – Démontage et évacuation.....	26

## 1<sup>ère</sup> Partie - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### ARTICLE 1: OBJET DU MARCHÉ

#### **1.1 - Nature de la prestation**

Le marché a pour objet le réaménagement de la cuisine par la fourniture et la pose **de matériel de restauration collective** au profit du **Corps Européen au Quartier Aubert de Vincelles – Bât 075 à STRASBOURG (67)**.

Actuellement, la cuisine est exploitée en tant que point de chauffe, et l'objectif du marché est de l'équiper en matériels adaptés pour en faire un point de cuisson autonome.

La désignation des fournitures et les quantités prévues au marché sont détaillées à l'article DT/18 du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP).

Le marché porte sur :

- La dépose des anciennes installations de cuisine ;
- La fourniture, la livraison et l'installation des équipements de cuisine, conformes aux besoins du site ;
- La mise en service et les essais fonctionnels des équipements fournis.

L'ensemble des prestations sera réalisé dans le respect des normes sanitaires et de sécurité applicables aux cuisines collectives en établissements recevant du public (ERP).

#### **1.2 - Qualification et formalités du marché**

La section achats de Strasbourg du service d'infrastructure de la Défense (SID NE) agit pour toutes les formalités de :

- lancement de la consultation ;
- notification du marché ;
- suivi administratif du marché ;
- pénalités ;
- résiliation du marché ;
- établissement des avenants au marché ;
- litige et contentieux.

Le général commandant le Quartier général du Corps Européen est le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (R.P.A.) désigné « **Acheteur** » conformément à l'article 2 du CCAG FCS.

L'unité de Soutien d'Infrastructure de la Défense (USID) de Strasbourg-Haguenau-Colmar agit pour les formalités de :

- suivi technique du marché ;
- correspondance avec le titulaire par ordre de service.

#### **1.3 - Durée du marché**

La période de préparation n'est pas incluse dans le délai d'exécution du marché. Elle a une durée de deux (2) mois et débutera par ordre de service.

Le délai d'exécution des travaux comprendra plusieurs phases et fixées comme suit :

- 1<sup>ère</sup> phase « Dépose et évacuation des éléments cuisines existants » :  
Deux (2) semaines, de la date qui sera fixée par ordre de service prescrivant de commencer les travaux ;

- 2<sup>nde</sup> phase « fourniture et livraisons et pose éléments de la nouvelle cuisine » :  
Cinq (5) semaines, de la date qui sera fixée par l'ordre de service prescrivant de livrer les commandes.

Le délai global du marché ne peut excéder huit (8) mois.

A titre indicatif, le marché commencera vers le mois de novembre 2025

#### **1.4 – Type de prix**

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglés par l'application d'un prix global et forfaitaire dont le libellé est donné dans l'acte d'engagement.

#### **1.5 - Parties au contrat**

L'emprise militaire bénéficiaire des fournitures est représentée par le Corps Européen désignée dans le présent CCP par le terme « **bénéficiaire** ».

Pour l'exécution du marché, l'acheteur désigne, sous réserve de changement ultérieur, le chef de la Section travaux de l'USID de Strasbourg-Haguenau-Colmar (par contrat de service relatif aux modalités du soutien infrastructure du Quartier Général du Corps Européen), pour assumer les fonctions suivantes :

- notification des décisions et communications de la personne publique ;
- vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne.

L'entreprise chargée de réaliser les prestations est désignée dans le présent CCP par le terme de « **titulaire** ».

#### **1.6 - Modalités de commande**

**Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG FCS**, l'ordre d'exécution des prestations sera réalisé par l'envoi au titulaire d'un ordre de service le prescrivant.

#### **1.7 - Prestations intéressant les armées - Obligation de discrétion**

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent les armées ; le titulaire doit, en conséquence, se conformer à l'article 5 du CCAG/FCS.

##### **1-7.1. Mesures de sécurité**

Toute personne étrangère au ministère des Armées doit, pour accéder et/ou séjourner dans les enceintes militaires, être autorisée par l'autorité militaire exerçant les prérogatives du Commandant d'Armes de l'enceinte considérée.

Cette autorisation se traduit par la délivrance, après enquête, d'un laissez-passer accordé, selon le cas, à titre permanent ou temporaire.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait un refus de laissez-passer par les services compétents. Ces derniers ne sont pas obligés de justifier leur décision et le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Le titulaire du marché devra soumettre à l'agrément du bénéficiaire les personnels chargés d'exécuter ce marché. Ceux-ci devront faire l'objet d'une procédure de contrôle primaire.

En conséquence, le titulaire du marché s'engage à :

- fournir les renseignements d'identité de ses personnels qui lui seront demandés afin de réaliser l'enquête de sécurité ;

- remplacer les personnels faisant l’objet d’un avis défavorable sur demande du bénéficiaire.

***Le non-respect de ces mesures pourra entraîner la résiliation du marché sans préavis et sans indemnités.***

Tout changement, même temporaire de ces personnels, est immédiatement porté à la connaissance du bénéficiaire.

***1-7.2. Contrôle nominatif***

Une liste nominative des personnels participant aux prestations sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le bénéficiaire.

Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d’identité pour les ressortissants de l’Union européenne ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l’autorise l’article D1221-24 du Code du travail, le maître d’œuvre exigera à l’appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d’un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu’il emploie sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d’emploi de la main d’œuvre.

Le titulaire s’engage à tenir à jour cette liste nominative.

***1.7.3 Autorisation d’accès dans les sites du ministère des Armées***

Le personnel du titulaire intervenant sur le site militaire au titre du contrat fera l’objet d’un contrôle primaire (CP) pour chaque personnel susceptible d’entrer sur site, si celui-ci n’a pas été fourni durant les deux dernières années :

- Demande de CP en version numérique remplie, non signée, au format natif
- Demande de CP remplie, imprimée, signée, et scannée en version PDF
- Scan de la carte d’identité en version PDF

**Nota** : Aucun personnel ne sera autorisé à pénétrer sur site sans avoir initié une demande de CP **et** retour de celui-ci validé. De ce fait, les prestations ne pourront débuter qu’à partir du moment où les CP seront retournés positifs avec visa de l’officier de sécurité (délais pouvant atteindre 2 à 4 mois).

À l’issue de l’enquête, chaque personnel se verra attribué de l’un des statuts suivants :

- « Accès autorisé », ;
- « Accès avec réserves » ;
- « Interdit d’accès ».

Pour ces deux derniers statuts, le titulaire du marché se verra interdit de présenter sur site les personnels incriminés, cela sans possibilité d’en connaître la (les) raison(s) et devra proposer d’autres personnes à soumettre au CP.

Le titulaire se doit de faire l’effort de ne présenter parmi ses agents, que des personnels disposant à minima d’un casier judiciaire vierge. **Le titulaire du marché assumera tout retard occasionné afin de procéder au remplacement du personnel ayant fait l’objet d’un refus d’accès sur site.**

***1-7.4. Contrôle des accès***

Tous les personnels des entreprises devront être munis d’un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements de la carte d’identité pour les ressortissants de l’Union européenne ou du titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l’Inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des prestations.

***1-7.5. Contrôle des véhicules***

Une liste des immatriculations des véhicules privés sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par

le bénéficiaire.

### **1-7.6. Protection des données à caractère personnel**

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. À ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est fortement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles donnent lieu à la signature d'un avenant, ou en l'absence d'accord, à une modification unilatérale par l'acheteur.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG-FCS.

## **1.8 - Développement durable**

### **1-8.1. Environnement**

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de veiller au respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage (se reporter à l'article 16.2 du CCAG FCS).

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire

#### 1-8.1.1 Protection de la faune et de la flore

Conformément à l'article L411-1 du code de l'environnement, le titulaire du marché doit s'assurer que l'exécution des prestations ne portera pas atteinte aux espèces de faune et de flore sauvage protégées. Le cas échéant, il devra obligatoirement prévoir, avant le début de prestation, un système de protection stricte des espèces de faune et de flore sauvages dont les listes sont fixées par arrêté ministériel.

À ce titre, il est rappelé qu'il est notamment interdit de les détruire, capturer, transporter, perturber intentionnellement ou de les commercialiser. Ces interdictions peuvent concerner également les habitats des espèces protégées pour lesquels la réglementation peut prévoir des interdictions de destruction, de dégradation et d'altération.

Les interdictions prévues à l'article L411-1 du code de l'environnement doivent être respectées dans la conduite du projet faisant l'objet d'une demande d'autorisation environnementale.

Le non-respect des dispositions des arrêtés fixant la liste d'espèces protégées (nationale ou régionale) constitue un délit prévu et réprimé par l'article L415-3 du Code de l'Environnement. Les peines peuvent aller jusqu'à 9000 € d'amende (le double en cas de récidive) et jusqu'à 6 mois d'emprisonnement.

#### 1-8.1.2. Gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché conformément à l'article 20.4 du CCAG FCS.

### 1-8.1.3. Objectifs de développement durable

Sans objet.

### **1-8.2. Insertion sociale**

#### 1-8.2.1. Insertion par l'activité du militaire blessé

Sans objet.

## **1.9 - Forme des notifications et informations**

### **1.9.1. Communication au titulaire**

Les ordres de services (OS) et les factures seront notifiés par le bénéficiaire par voie électronique. L'accusé réception par voie électronique du titulaire vaut récépissé.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours, à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Conformément à l'article 3.3 du CCAG Fournitures Courantes et de Services, l'acheteur apte à prendre les décisions nécessaires est le général commandant le Quartier général du Corps Européen.

### **1.9.2. Communication du titulaire**

Toute communication à l'acheteur ou son représentant devra être réalisée :

- soit par lettre recommandée avec accusé de réception
- soit directement à un représentant dûment qualifié contre récépissé.

## **ARTICLE 2 : DOCUMENTS**

### **2.1 - Documents applicables au marché**

Liste des documents :

- l'ensemble des textes réglementaires (normes, lois, décrets, documents techniques certifiés) en vigueur ;
- les documents publiés par le CSTB et relevant de la procédure de l'avis technique: cahiers et avis techniques ;
- les avis techniques sur les matériels et matériaux ;
- les normes approuvées par l'Association Française de Normalisation (AFNOR).
- tout équipement ou procédé innovant devra disposer impérativement d'un Avis Technique (ATec) ou d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) du CSTB en cours de validité. L'entreprise titulaire devra impérativement fournir les certificats de conformité correspondants avant installation, ainsi que les notices techniques et fiches de maintenance pour validation par la maîtrise d'œuvre.

Cette liste ne doit pas être considérée comme limitative par le titulaire du présent marché. Le titulaire devra réaliser les travaux suivant les règles de l'art, et en respectant les normes et DTU en vigueur pour l'usage que l'on est en droit d'attendre.

En cas de modification de la réglementation en cours de travaux, l'entrepreneur devra en aviser le représentant du pouvoir adjudicateur par courrier.



Sauf dérogations apportées par le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P), la qualité des matériaux et des produits et leur mise en œuvre devront être conformes aux stipulations des documents énumérés au présent article ou des documents qui les ont remplacés totalement ou partiellement, dont on retiendra la dernière édition datant d'au plus un mois avant la remise des offres. Il appartiendra à l'entrepreneur de prévoir toutes les prestations indispensables pour assurer le complet et le parfait achèvement des travaux, conformément aux règles de l'art et de bonne construction. De par ses connaissances et expériences professionnelles, il devra compléter les descriptifs et détails d'exécution qui pourraient être omis sur les plans et croquis.

## 2.2 - Plans joints au marché

Ces plans sont au nombre de (4) quatre et dénommés comme suit :

Numéro d'ordre	Intitulé	Echelle
1/4	Plan de masse – Etat actuel	1/750
2/4	Plan partiel RDC – Etat actuel	1/75
3/4	Plan partiel RDC – Etat futur	1/75
4/4	Plan RDC – Etat futur	1/150

Les dimensions sont données à titre purement indicatif, à charge du titulaire du marché de procéder à un relevé et de vérifier les cotes et renseignements figurant sur les plans avant travaux.

## 2.3 - Documents contractuels :

**Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS**, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité sachant que l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par mise au point et/ou avenant ;
- le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) et ses annexes :
  - Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense ;
  - 4 plans à titre indicatif ;
- le mémoire technique remis par le titulaire avec son offre (seuls les éléments demandés au règlement de consultation ont une valeur contractuelle) ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (C.C.A.G./FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

En cas de contradiction entre une ou plusieurs clauses figurant dans un quelconque de ces documents, le document de rang supérieur prévaut.

Le présent marché est régi par les lois et règlements de la République française exclusivement.

Tout document ou correspondance relatif au marché devra être rédigé en langue française.

## **2.4 - Pièces à fournir par le titulaire du marché:**

### Pendant la période de préparation :

Le titulaire du marché soumettra au visa du maître d'œuvre, pendant la période de préparation, toutes les fiches techniques des équipements fournis.

Outre les documents énumérés au CCP, le titulaire établira en période de préparation :

- le planning détaillé des deux (2) phases ;
- les plans d'implantation des équipements à installer ;
- les notices d'utilisation et d'entretien des équipements ;
- les certificats de conformité (normes CE, NF, HACCP) ;
- la description de la nature, provenance et qualité des équipements mis en place ;
- la liste des véhicules et liste des personnels appelés à intervenir sur le chantier (avec photocopies de carte d'identité en couleur ou de passeport) pour l'obtention des laissez-passer.

Cette liste n'est en aucun cas exhaustive et pourra être complétée, chaque fois que le maître d'œuvre le jugera nécessaire, pendant la période de préparation et au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Le maître d'œuvre fournira au titulaire les fonds de plan pour qu'il puisse réaliser les différents plans demandés. Ces fonds de plans seront fournis au format .DGN, .DWG ou .DXF suivant le format utilisé par le titulaire. La fourniture des fonds de plans ne pourra en aucun cas soustraire le titulaire du marché à la réalisation des plans supplémentaires (vue en plan, coupe, détail, etc.), si cela s'avère nécessaire pour le bon déroulement des travaux. Ces éventuels plans supplémentaires seront dus au titre du titulaire du marché.

La documentation technique et les avis techniques envoyés au maître d'œuvre seront obligatoirement des originaux ou des copies de bonnes qualités. Tout document illisible ne sera pas accepté.

Toute exécution prématurée, faute d'avoir en temps utile soumis les documents demandés au visa du maître d'œuvre, s'effectuera sous la seule responsabilité du titulaire et les modifications qui pourraient lui être demandées seraient entièrement à sa charge, y compris les conséquences du retard sur le planning.

### En cours d'exécution :

Le titulaire du marché pourra être amené à fournir des plans, plans de détails, schémas, notices techniques, etc. à la demande du maître d'œuvre.

Il devra fournir, notamment au maître d'œuvre :

- les bordereaux de suivi des déchets (BSD) ;
- les bons de livraison des équipements.

### Dossier de fin de chantier (DOE cuisine) :

Le titulaire devra remettre un dossier de fin de chantier spécifique aux équipements de cuisine comprenant :

- Les plans d'implantation des équipements (DWG, PDF et version papier) ;
- Les notices techniques et fiches de maintenance des équipements ;
- Le tableau de correspondance entre les équipements et leur numéro de série ;
- Les PV de mise en service et essais ;
- Les certificats de conformité (CE, NF, HACCP) ;
- Les schémas de raccordement (fluides, électrique) ;
- Les consignes de sécurité et d'exploitation ;
- Une notice d'entretien synthétique à destination des exploitants (au format plastifié si demandé par le MOA).

Ce dossier conditionne la réception définitive des équipements.

## **ARTICLE 3 : EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **3.1 - Conditions de livraison**

#### ***3.1.1 Lieux de livraison***

Les livraisons seront effectuées sur le site de STRASBOURG (67) - Corps Européen - Quartier Aubert de Vincelles, Rue du Corps Européen.

Conformément à l'article 21.1 du CCAG /FCS, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

#### ***3.1.2 Transport***

Les frais de transport sont à la charge du titulaire.

### **3.2 - Comportement du personnel**

Le personnel de l'entreprise devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers.

Les agents du titulaire devront respecter les clauses du règlement intérieur de l'emprise (comportement, stationnement et vitesse des véhicules...).

Ils devront en particulier faire preuve de la plus grande correction et sont soumis à une obligation de réserve et de discrétion.

Tout manquement relatif au comportement devra entraîner le remplacement immédiat du personnel concerné, sur demande du bénéficiaire.

## **ARTICLE 4 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS – ADMISSION – RECEPTION**

À la suite des vérifications réalisées par des agents désignés par le chef de la Section travaux de l'USID, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du C.C.A.G./F.C.S. par l'acheteur.

### **4.1 - Opérations de vérification**

Les opérations de vérification sont de la responsabilité du bénéficiaire. Elles se dérouleront conformément à l'article 28 du CCAG/FCS.

### **4.2 - Décisions après vérifications**

#### ***4.2.1. Admission***

Les opérations de vérification consistent à procéder aux examens quantitatifs et qualitatifs de chacun des livrables par le bénéficiaire dans les conditions suivantes.

Le bénéficiaire procède aux opérations de vérification du marché. Il prend alors une décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des prestations.

L'admission est l'acte par lequel l'acheteur accepte sans réserve, les prestations livrées. Elle prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.

Dans les conditions de l'article 30.1 du CCAG FCS, en l'absence de décision, l'admission prendra effet dans un délai de quinze jours à dater de la livraison.

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles peuvent être acceptées en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les réceptionner avec réfaction d'un montant déterminé.

Le titulaire dispose de quinze jours pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur.

Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour confirmer sa décision précédente ou pour notifier une autre décision ; à défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

#### **4.2.2. Admission avec réfaction**

Conformément à l'article 30.3 du CCAG/FCS, lorsque l'acheteur ou son représentant estime que des livraisons ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles peuvent être acceptées en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les réceptionner avec réfaction d'un montant déterminé.

Le titulaire dispose de quinze (15) jours pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur ou son représentant.

Si le titulaire formule des observations, l'acheteur ou son représentant dispose ensuite de quinze (15) jours pour confirmer sa décision précédente ou pour notifier une autre décision ; à défaut d'une telle notification, l'acheteur ou son représentant est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

#### **4.2.3. Ajournement**

Lorsque l'acheteur estime que les fournitures ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner leur admission dans les conditions prévues par l'article 30.2 du CCAG/FCS.

#### **4.2.4. Rejet.**

Lorsque l'acheteur ou son représentant estime que les matériels ou matériaux livrés appellent des réserves telles qu'il ne lui apparaît pas possible de les admettre en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de rejet portant sur tout ou partie de la commande. La décision de rejet ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

**Par dérogation à l'article 30.4 du CCAG / FCS**, le titulaire dispose de quinze jours pour se mettre en conformité avec les clauses du marché. L'acheteur ou son représentant dispose ensuite, si le titulaire formule des observations dans ce délai, de trente (30) jours pour confirmer sa décision ou notifier une autre décision. À défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur ou son représentant est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

Après rejet de tout ou partie des livraisons, l'acheteur dispose à nouveau, à compter de la nouvelle livraison par le titulaire, de la totalité des délais prévus à l'article 30.1 du CCAG / FCS pour procéder aux vérifications.

Le délai ouvert au titulaire pour présenter ses observations, ainsi que le délai qui lui est nécessaire pour effectuer une nouvelle livraison après le rejet, ne justifient pas par eux-mêmes l'octroi d'une prolongation ni d'un sursis au délai contractuel de livraison.

## **ARTICLE 5 : MODIFICATIONS**

### **5-1. Clause de réexamen**

Conformément à l'article 25 du CCAG FCS, en cas de circonstances que les parties ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par le maître d'ouvrage peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

## **5-2. Défaillance du mandataire du groupement**

**Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG FCS**, en cas de défaillance du mandataire du groupement solidaire, les membres du groupement désignés dans l'acte d'engagement sont tenus de lui désigner un membre remplaçant parmi les membres restant du groupement. À défaut, et à l'issue d'un délai de 8 jours courant à compter de la notification de la mise en demeure du maître d'ouvrage d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX - INDEXATION DES PRIX**

### **6.1 - Modalités de détermination des prix**

Les fournitures faisant l'objet du marché seront réglées conformément à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement la prestation.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et des autres taxes éventuelles doit être indiqué dans l'acte d'engagement.

Les candidats établis hors de l'Union Européenne doivent indiquer le prix hors TVA de l'article, frais de douane compris.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations définies au marché, incluant les frais, charges, fournitures et sujétions du titulaire, et notamment ceux afférents aux opérations suivantes :

- ↳ au conditionnement, à l'emballage et à la manutention ;
- ↳ à l'assurance ;
- ↳ aux frais occasionnés par les garanties ;
- ↳ au transport jusqu'au lieu de livraison, aux frais de déplacements ;
- ↳ aux opérations de vérifications ;
- ↳ aux dépenses relatives au respect et à l'application des mesures de sécurité sanitaire liées à une éventuelle pandémie.

### **6.2 - Application de la TVA**

Le montant des acomptes éventuels et du solde sont calculés en application de la TVA en vigueur à la date d'établissement des factures.

### **6.3 - Indexation des prix**

Les prix sont fermes.

## **ARTICLE 7 : AVANCE**

**Option A :** Une avance est versée au titulaire du marché, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque les conditions cumulatives stipulées à l'article R.2191-3 du code de la commande publique sont remplies.

Son montant est, en prix de base, égal à 30 % du montant du marché.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dès lors que le titulaire remplit les conditions pour y prétendre.

**Son remboursement s'effectuera en une seule fois lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 80 % du montant du marché.**

## **ARTICLE 8 : PAIEMENT – CESSION ET NANTISSEMENT**

### **8.1 - Facturation**

#### ***8.1.1 Généralités***

Les factures sont présentées de manière détaillée de sorte que les montants individuels des différents postes pour lesquels une demande de paiement est établie, apparaissent distinctement et puissent faire l'objet d'un contrôle.

Les règlements seront effectués par virement administratif.

#### ***8.1.2 Modalités de facturation***

Le titulaire adresse ses factures de façon **dématérialisée** à la section travaux de l'USID SHC (adresse mail communiqué dans les OS).

Les factures ainsi transmises devront porter obligatoirement les mentions suivantes :

La facture devra porter toutes les mentions légales (cf. art. 242 nonies A de l'annexe II au CGI et art.1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique) :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture et notamment leurs numéros SIRET ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture,
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou le numéro de l'engagement juridique généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- le code d'identification du service en charge du paiement ;
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les références suivantes sont particulièrement nécessaires au traitement des factures :

- le n° projet du marché : 2024-USID02-30 ;
- L'intitulé du marché : STRASBOURG (67) - Corps Européen - Quartier Aubert de Vincelles-Bât 075 – Réaménagement de la cuisine – Fourniture de matériel de restauration collective
- La date de notification du marché.

Les prix ne devront pas comporter plus de deux décimales en EURO.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement de la facture par le service en charge de son paiement.

#### **8.1.3 Mise en garde du titulaire**

Afin d'éviter tout rejet de facture, le titulaire est invité avant envoi des factures pour paiement, à se rapprocher du bénéficiaire, pour accord sur les prestations, quantités ou tout autre point pouvant présenter problème.

#### **8.1.4 Suivi du service fait**

Afin que l'USID puisse certifier dans les meilleurs délais le service fait et les quantités réellement mises en œuvre, le titulaire du marché envoie par courrier électronique au bénéficiaire (USID) **une copie des factures** qui auront été éditées et transmises conformément à l'article 8.1.2. Modalités de facturation.

L'adresse électronique de l'USID à utiliser sera précisée au titulaire dès le début d'exécution du marché.

### **8.2 - Délai global de paiement**

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par l'administration ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsque celle-ci est postérieure. Si du fait du titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de paiement, le délai est suspendu pour une durée égale au retard qui en est résulté.

### **8.3 - Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais indiqués ci-dessus fait courir de plein droit au profit du titulaire et sans autres formalités des intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Il sera fait application des articles R.2192-10 à R.2192-37 du code de la commande publique à propos de la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

### **8.4 - Cession ou nantissement**

L'autorité habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances est l'ordonnateur indiqué au marché.

**Conformément à l'article 4.2.2 du CCAG/FCS**, l'exemplaire unique destiné au nantissement du marché sera remis au titulaire sur sa demande expresse.

## **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

Le titulaire doit être garanti par une police destinée à couvrir sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris à l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de la prestation avant ou après son exécution.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation émanant de sa compagnie d'assurance. Il doit adresser cette attestation à l'acheteur dans les quinze jours qui suivent la notification du marché.

## **ARTICLE 10 : MESURES DE PRÉVENTION**

### **10.1 - Mesures de prévention**

Le titulaire déclare avoir pris connaissance du Titre 1 de l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère des Armées et s'engage à s'y conformer.

Le cas échéant, un plan de prévention sera établi par le responsable de la prévention du site sur lequel sont exécutées les prestations.

### **10.2 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Dans le cadre d'une éventuelle pandémie, le titulaire respectera et mettra en application les mesures permettant d'assurer une sécurité optimale des salariés.

## **ARTICLE 11 : PÉNALITÉS – DIFFERENDS - RESILIATION**

### **11.1 - Pénalités**

**Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS**, les pénalités de retard ne pourront excéder 25% du montant total hors taxes du marché.

**Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS**, l'application des pénalités du retard s'effectuera du simple fait de la constatation du retard par le bénéficiaire.

**Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS**, cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \cdot R / 500$$

Dans laquelle :

*P = le montant de la pénalité ;*

*V = la valeur des fournitures sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variation de prix et hors du champs d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;*

*R = le nombre de jours de retard.*

### **Conditions particulières d'application des pénalités :**

**Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS** les pénalités seront appliquées dans les conditions suivantes :

- 50 € HT par absence aux convocations pour réunion
- 100 € HT par jour et par document en cas de retard dans la remise de documents pendant la période
- 500 € HT/infraction En cas de non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier
- 100 € HT/ jours calendaires/document en cas de retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaire à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, etc)
- 50 € HT/ jours calendaires En cas de retard dans le nettoyage du chantier
- 100 € HT/infraction pour non-respect des itinéraires prescrits pour la desserte du chantier



## **11.2 - Règlement des différends**

En cas de différend, le titulaire transmet son mémoire en réclamation conformément à l'article **46.2** du CCAG FCS. Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux (2) mois courant à compter du jour où le différend est apparu sous peine de forclusion.

Conformément à l'article **46.3** du CCAG FCS, l'acheteur dispose de deux (2) mois à compter de la réception de la réclamation pour notifier sa décision.

Si le titulaire n'accepte pas la décision de l'acheteur, il pourra saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent conformément à l'article 46.4 du CCAG FCS.

## **11.3 - Résiliation du marché**

En cas de non-respect des dispositions contractuelles, et après mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur pourra résilier le marché, aux torts exclusifs du titulaire, sans que ne lui soit versé aucune indemnisation.

Par **dérogation aux articles 38 et 42** du C.C.A.G./FCS, le contrat pourra être résilié de plein droit et sans indemnité en cas de déménagement, de dissolution ou en cas de restructuration du bénéficiaire rendant impossible l'exécution de la prestation dans les conditions prévues au marché.

### ***11.3-1. Travail dissimulé***

Lorsque l'acheteur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé réception, de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction de l'acheteur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, l'acheteur peut rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire (conformément aux articles 41 et 45 du CCAG FCS)

### ***11.3-2. Non-respect de la protection des données personnelles***

En cas de manquement par le titulaire ou son (ses) sous-traitants à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute.

### ***11.3-3. Non production de documents***

Outre les cas prévus par le CCAG FCS, après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-15 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, la résiliation du marché aux torts du titulaire est décidée, selon la procédure décrite aux articles 41 et 43 du CCAG FCS.

### ***11.3-4. Faute du titulaire***

D'une manière générale, le marché peut être résilié pour faute du titulaire dans tous les cas mentionnés à l'article 41 du CCAG FCS.

## **ARTICLE 12 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER**

Les lois et règlements français sont seuls applicables au présent marché. Tout document ou correspondance, toute facture relatifs au présent marché doivent être rédigés en français.

Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours qui pourraient opposer l'administration française à des entreprises étrangères.

## **ARTICLE 13 - MAINTENANCE ET SERVICE APRÈS-VENTE**

### **13.1 - Garantie et engagements du titulaire**

Le titulaire du marché assure une garantie complète sur l'ensemble des équipements fournis **pendant une durée de 10 ans**. Cette garantie couvre tous les défauts liés à la fabrication, au montage, à la mise en service ainsi qu'au fonctionnement normal des équipements. Durant cette période, en cas de dysfonctionnement ou de panne signalée par le maître d'ouvrage, le titulaire s'engage à intervenir rapidement **dans les délais prévus par le marché afin d'assurer la continuité du service**.

Le titulaire garantit également la disponibilité des pièces détachées, permettant ainsi une réparation rapide et efficace tout au long du cycle de vie des équipements.

## **ARTICLE 14. CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DU MARCHE PUBLIC**

L'Acheteur peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution du marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation de l'Acheteur ou du Ministère des Armées qui disposent, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si (liste non exhaustive) :

- La qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendus n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- La relation commerciale s'est révélée difficile ;
- Le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- Le contrat est résilié aux torts du titulaire.

## **ARTICLE 15 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Le cahier des clauses administratives générales applicable au marché est le CCAG / FCS approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

- L'article 1.6 du C.C.P. déroge à l'article 3.7 du C.C.A.G/FCS
- L'article 2.3 du C.C.P. déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G/FCS
- L'article 4.2.4 du C.C.P. déroge à l'article 30.4 du C.C.A.G/FCS
- L'article 5.2 du C.C.P. déroge à l'article 3.5.4 du C.C.A.G/FCS
- L'article 11.1 du C.C.P. déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2
- L'article 11.3 du C.C.P. déroge aux articles 38 et 42 du C.C.A.G/FCS

## **2ème Partie - DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIERES**

### **ARTICLE 16 - PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION**

#### **16.1 - Obligation du titulaire**

En cours de chantier, l'entreprise titulaire doit :

- l'assistance aux réunions de chantier qui se dérouleront ;
- assurer la livraison, l'installation et la mise en service des équipements conformément au planning convenu ;
- respecter les normes de sécurité et d'hygiène en vigueur ;
- fournir un service après-vente incluant la garantie et la maintenance des équipements.

Du fait de sa qualification, il lui appartient de prévoir et de réaliser tous les ouvrages annexes, de fournir, mettre en place tous les accessoires et de tenir compte de toutes les sujétions nécessaires à la terminaison parfaite, de l'ensemble des ouvrages de son marché.

#### **16.2 - Reconnaissance de l'ouvrage**

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance :

- des contraintes du site et des conditions d'accès à la cuisine du bâtiment 075 ;
- des spécifications techniques et des raccordements disponibles ;
- des exigences en matière de livraison et d'installation sur terrain militaire.

Il ne pourra pas, en effet, invoquer la méconnaissance des lieux et leurs caractéristiques ou arguer de l'imprécision des pièces fournies, ou d'omissions, pour refuser d'exécuter dans le cadre du marché tout ou partie des ouvrages nécessaires au complet achèvement de ses installations.

Il appartient au titulaire d'apprécier l'importance et la nature des travaux grâce à ses connaissances professionnelles. Ainsi, les travaux supplémentaires liés à une mauvaise compréhension du projet ou à une mauvaise appréhension des contraintes environnementales, ne seront pas acceptés

#### **16.3 - Nature des équipements**

Les matériaux et les matériels utilisés devront être neufs, avoir les caractéristiques correspondant aux influences externes auxquelles ils pourront être soumis, répondre exactement aux conditions nécessaires à une parfaite exécution des travaux demandés et à un bon fonctionnement des installations, la présente spécification n'étant pas restrictive.

Aucun changement au projet ne pourra être apporté en cours d'exécution sans l'autorisation express et écrite du maître d'œuvre. Les frais résultant de changements non autorisés et toutes leurs conséquences, ainsi que tout travail supplémentaire exécuté sans ordre de service écrit, seront à la charge de l'entrepreneur.

L'entrepreneur est tenu de fournir du matériel connu à l'échelon régional, national ou européen.

##### ***16.3.1 – Exigence acoustiques des équipements***

Les équipements fournis devront respecter les prescriptions suivantes concernant les nuisances sonores :

- \* Tous les matériels bruyants (groupes froids, hottes motorisées, machines de lavage...) devront être de type « silencieux » et équipés si nécessaire de capotages acoustiques adaptés ;
- \* les masses tournantes devront être montées sur des supports anti-vibratiles.
- \* le niveau sonore des équipements ne devra pas excéder les seuils admissibles pour les locaux ERP, afin de garantir le confort des utilisateurs.
- \* en cas de non-conformité acoustique détectée à la mise en service, l'entrepreneur devra à ses frais procéder aux modifications ou ajouts nécessaires (capotages, écrans acoustiques, etc.).

#### **16.4 – Transport, livraison et installation**

Les équipements seront livrés montés ou préassemblés, prêts à être installés.

Le titulaire doit prévoir les moyens de manutention nécessaires pour le transport et l'installation des équipements.

Les déchets d'emballage devront être évacués à la charge du titulaire.

#### **16.5 – Formation des utilisateurs**

Le titulaire devra organiser une session de formation pratique à destination des utilisateurs, couvrant :

- \* Le fonctionnement et l'entretien courant des équipements ;
- \* les mesures de sécurité à respecter ;
- \* les protocoles d'hygiène et de maintenance préventive.

#### **16.6 – Zone de stockage**

Une zone de stockage sera définie pendant la période de préparation.

#### **16.7 - Clôture de chantier**

Le bâtiment sera en activité mais la zone des travaux sera interdite au public.

#### **16.8 - Signalisation temporaire**

Sans objet.

#### **16.9 - Accès au chantier**

Les travaux se dérouleront sur terrain militaire. L'entrepreneur et ses ouvriers devront être en possession de laissez-passer fournis par l'administration militaire.

Pendant la durée des travaux, l'entrepreneur sera soumis au règlement particulier en usage de ce terrain, aux règles de circulation intérieures, et aux horaires de travail sur le quartier du lundi au jeudi : 8h00/17h00 et le vendredi 8h00/12h00.

### **ARTICLE 17 - Spécifications techniques générales**

#### **17.1 – Vérifications des passages**

L'implantation des installations, la disposition de l'état des lieux, les conditions d'exécution, la nature et les côtes des ouvrages existants, etc... ayant été reconnus par l'entreprise et acceptés par elle, celle-ci déclare expressément faire son affaire personnelle des difficultés pouvant être rencontrées par elle à l'occasion de l'exécution des travaux qui lui incombent.

L'entrepreneur est tenu de vérifier, en cours d'exécution, la conformité des locaux, ouvertures, trémies, trous et autres travaux, avec les côtes et indications des plans. Il lui appartiendra de signaler en temps utile tous compléments ou rectifications qu'il n'aurait pas signalées et qui s'avèreraient nécessaires.

L'entrepreneur est tenu de surveiller et vérifier toutes les réservations des autres corps d'état ayant une incidence sur son installation même.

#### **17.2 – Approvisionnement du chantier**

L'entreprise doit être assurée de la possibilité de pouvoir approvisionner régulièrement le chantier.

Aucune créance de livraison de fournisseurs ne pourra être invoquée pour excuser un quelconque retard sur les dates d'exécution prescrites

### **17.3 – Marques et qualités des matériels**

Il sera fait exclusivement usage de matériel neuf, de première qualité, standard et facilement remplaçable dans les délais rapides. Tous les matériels faisant l'objet de normes ou d'agréments devront être conformes à ceux-ci.

Lorsque, exceptionnellement, il n'existerait pas de marque de qualité, la conformité aux normes ou spécifications devra être garantie par la présence d'un procès-verbal d'essai. Le Maître d'œuvre restera seul juge de l'acceptation de ce matériel, sans que pour autant la responsabilité de l'entrepreneur soit atténuée.

Les propositions des entreprises devront préciser exactement les marques des matériels prévus. Ces références ne devront pas être accompagnées de qualificatifs tels que "ou similaire".

La réalisation des installations devra se faire avec les matériels prévus dans la proposition retenue. Tout changement de matériel en cours d'exécution des travaux devra recevoir l'accord du Maître d'œuvre.

Si des marques ou références de matériels ou matériaux sont citées dans le présent document, elles ne sont précisées que pour désigner les types d'appareils ou de matériaux recherchés et n'ont pas de caractère impératif dans la mesure où les matériels ou matériaux proposés par l'entreprise sont techniquement équivalents.

Cependant, dans l'intérêt d'une certaine normalisation et harmonie dans l'exécution de l'installation, le Maître de l'ouvrage peut exiger certaines marques et types d'appareils. La proposition d'autres marques que l'entrepreneur se proposerait d'utiliser, sans être exclues, devra alors être accompagnée d'une justification portant sur les performances et les références et si le Maître de l'ouvrage ou ses représentants le désirent, d'une présentation du matériel (échantillons, prototypes, catalogues) et d'essais de ces derniers.

Les matériaux et matériels qui, bien que reçus, seraient reconnus défectueux sur le chantier, seront refusés et remplacés par l'installateur à ses frais.

Jusqu'à la réception de l'installation, l'entrepreneur adjudicataire demeurera seul responsable des matériaux et matériels fournis et de leur conformité avec les prescriptions du marché.

#### **17.3.1 – Exigences sanitaires et qualité des matériaux**

Tous les matériaux et équipements utilisés dans les zones de préparation ou de contact alimentaire devront respecter les normes sanitaires en vigueur :

- Les surfaces en contact avec les denrées alimentaires devront être conformes aux exigences du Paquet Hygiène (notamment CE 1935/2004) et facilement nettoyables (surface lisse, non poreuse, résistante aux détergents/désinfectants) ;
- L'ensemble des mobiliers et équipements installés devra répondre aux principes HACCP ;
- Les matériaux doivent être certifiés conformes pour usage alimentaire (inox alimentaire, plastiques certifiés, etc.).

Les fiches techniques et certificats de conformité devront être fournis pour chaque élément concerné, avant installation.

### **17.4 – Assistance technique des fournisseurs**

L'entrepreneur titulaire du présent marché doit prévoir dans son offre, l'assistance technique et la garantie des fournisseurs, pour l'installation et la mise en service et la garantie des matériels suivants :

- robinetterie ;
- traitement d'eau ;
- Appareils.

### **17.5 – Synthèse des besoins en fluides**

Le titulaire devra fournir pour validation en phase de préparation un tableau de synthèse des besoins en fluides (EF, EC, EU, EP, Elec, gaz, air comprimé le cas échéant) pour chaque équipement prévu à l'installation, précisant :

- Les caractéristiques (débit, pression, tension, intensité, puissance) ;

- les raccords attendus (diamètre, type de connexion) ;
- la nécessité ou non de traitement de l'eau (adoucisseur, filtrage) ;
- les spécificités d'évacuation (syphon, trop-plein, etc.).

Ce tableau fera l'objet d'un visa de la MOE avant toute mise en œuvre.

## **ARTICLE 18 - Descriptif technique**

### **18.1 – Zone légumerie**

#### **Plonge 2 bacs 50x50x30mm à gauche**

- réalisation tout inox AISI 441 ;
- bord avant 50 mm rayonné ;
- dossier rayonné 100x20 ;
- bacs inox emboutis et égouttoir nervuré ;
- cache bacs inox 3 faces montés ;
- piètement inox tube rond diamètre 38 démonté.

Dimension : L: 1800mm P: 700mm H: 900mm

Quantité : 1

Référence plan : A02

#### **Colonne mélangeur sur plage douchette et bec longueur 250mm**

Dimension : L: 90mm P: 700mm H: 300mm

Référence plan : A02

#### **Table standard adossée ep.15/10**

- réalisation tout inox AISI 441 doublé mélaminé blanc ;
- bord avant 50 mm rayonné ;
- dossier 100x20 rayonné ;
- ceinture inox sous plateau hauteur 120 mm ;
- piètement inox tube diam. 38mm démonté.

Dimension : L: 1200mm P: 700mm H: 900mm

Quantité : 1

Référence plan : A03

### Ouvre boîte électrique

Existant, à déplacer sur « Table standard adossé ».

Référence plan : A04

## **18.2 – Zone préparations chaudes**

### Desserte GN 1/1 positive 3 portes -2/ +8°C

- gaz R29 ;
- cadre h. 760 mm ;
- moteur incorporé à droite ;
- refroidissement ventilé ;
- temp. -2/+8°C ;
- panneau de commande digitale ;
- dégivrage automatique ;
- élimination automatique de l'eau de condensation ;
- plan de travail en acier inoxydable.

Alimentation : 230V Monophasé P:0,225 kW

Dimension : L: 1760mm P: 700mm H: 900mm

Quantité : 2

Référence plan : B01

### Élément neutre sur placard

- plan de travail inox sur placard fermé ;
- plan de travail épaisseur 30/10<sup>2</sup>.

Dimension : 400 x 900 x 900 mm

Quantité : 4

Référence plan : B02

### Friteuse électrique haute performance – 15L- 13.5Kw

- panier capacité 1,5 kg de frites ;
- production horaire de frites : 30 kg ;
- friteuse sur placard fermé avec porte ;
- couvercle amovible et panier ;
- éléments de chauffe blindé ;
- thermostat de sécurité.

Alimentation: 400V Tri+N+T P:13,5 kW

Dimension : 400 x 900 x 900 mm

Quantité : 2

Référence plan : B03

### Plaque à snacker électrique inox duplex lisse 40DM<sup>2</sup>

- plaque à snacker sur placard fermé ;
- éléments de chauffe inox blindé ;
- commandes par doseur d'énergie ;
- collecteur de graisse incorporé avec bac de récupération ;
- pare-éclaboussures amovible.

Alimentation : 400V Tri+N+T P:12 kW

Dimension : 800 x 900 x 900 mm

Quantité : 1

Référence plan : B04

## 2 Zones de cuisson induction électrique 2x3.5Kw sur placard fermé

- plaque de cuisson vitrocéramiques à induction ;
- dimensions plaque : 360 x 720 mm ;
- régulation séparée ;
- commande par potentiomètre ;
- sécurité thermique.

Alimentation : 400V Tri+N+T P:7 kW

Dimension : 400 x 900 x 900 mm

Quantité : 1

Référence plan : B05

## Salamandre

Existante, ne pas déplacer.

Référence : B06

## Sauteuse multifonction 39 dm², 100L

- assistant culinaire intelligent avec 6 modes de cuisson ou 5 méthodes de cuisson ;
- pré-réglages spécifiques à la langue choisie ;
- cuisson à basse température, confire, cuisson sous-vide ;
- division flexible du fond de cuve en zones avec des températures différentes ;
- cuisson avec réglage libre de la température du liquide, de la température du fond de cuve ou de la température de l'huile. Plage de température : de 30 °C–250 °C ;
- création de profils spécifiques de l'utilisateur permettant une configuration individuelle des appareils et de l'utilisation ;
- deux cuves utilisables séparément ;
- dispositif de descente et de relevage pour la cuisson dans des paniers ;
- reconnaissance du produit présent dans la cuve : évite tout risque de surchauffe de l'huile ;
- cuisson Delta-T ;
- cuisson délicate ;
- arrivée d'eau, remplissage automatique et au litre près de la cuve.

Alimentation : 21 KW - triphasée

Dim. : 1030 X 894 X 1078 mm

Quantité : 2

Référence plan : B07

## Cellule de refroidissement rapide chariots réfrigéré 160KG

- cellule murale pour 1 chariot GN 2/1 160 kg ;
- conception modulaire. Iso PU 83mm ;
- int/ext/sol isolé inox 304 ;
- porte à rappel automatique ;
- serrure et décondamnation intérieure ;
- joint fongicide magnétique démontable sans outil ;
- évaporateur à ailettes verticales traité cataphorèse ;
- ventilateurs polypropylène ;
- régulation auto adaptative fonction "soft-chill" ;
- détection auto mode pilotage (sonde/chrono) ;
- affichage digital, alarme et stockage.

Alimentation : 400V Tri+N+T P:8.7 kW

Dim. L:1130 P:1040 H:2245 mm



Quantité : 1  
Référence plan : B08

Groupe froid au fluide frigorigène : R449A  
Groupe frigorifique de type semi-hermétique, caréné et silencieux.

Alimentation : 400V Tri+N+T P absorbée max: 6 kW  
Dimension : L : 1570mm P : 679mm H : 968mm  
Quantité : 1  
Référence plan : B08a

Four mixte électrique injection 20GN2/1  
Élément existant à déposer, reposer et raccorder à l'implantation du plan.

Alimentation : 400 V Tri+N+T P :54.7 kW  
Dimension : L : 990mm P : 1204mm H : 1946mm  
Quantité : 1  
Référence plan : B09

Four mixte électrique injection 20GN2/1 / 40Gn1/1

- Four complètement en acier inox Aisi 304 ;
- commandes par écran tactile ;
- préchauffage à 320°C ;
- mode multiniveau ;
- sonde à cœur multipoint ° 3 mm ;
- lavage automatique avec 7 programmes. ;
- 6 vitesses de ventilation plus 6 vitesses intermittentes ;
- chariot inclus.

Alimentation : 400V Tri+N+T P:73,2 kW  
Dimension : L: 1102mm P: 932mm H: 1812mm  
Quantité : 1  
Référence plan : B10

### **18.3 – Zone plonge batterie**

Démontage et repose plonge batterie existante comprenant :  
1 x table d'entrée plonge 1 bac 1 égouttoir à gauche  
Dimension : L : 1400mm P : 750mm H : 900mm  
Référence plan : C01

1 x lave batterie HOBART  
Alimentation : 400V V+T+N P :21.6Kw  
Dimension : L : 1370mm P : 945mm H : 1995mm  
Référence plan : C02

1 x table de sortie  
Dimension : L : 1100mm P : 700mm H : 900mm  
Référence plan : C03

L'ensemble du rayonnage batterie 4 niveaux  
Référence plan : C04

## **18.4 – Démontage et évacuation**

Démontage et évacuation des appareils suivants :

Fourneau existant :

- plancha / grillade ;
- friteuses x 2 ;
- élément neutre.